

**Jacques Delors et Antonio Vitorino***

L'ancien président de la Commission européenne et le président du think-tank Notre Europe lancent plusieurs pistes afin d'adapter le nouveau traité aux exigences actuelles, tant économique, sociale que politique.

Stabilité et croissance: parfaire le nouveau pacte européen

Les élections grecques et françaises et les sombres perspectives de croissance européenne relancent le débat sur l'équilibre établi entre l'exercice d'une solidarité européenne face à la grave crise en cours et le surcroît de responsabilité et de réformes attendu de la part des États en difficulté. Il importe de l'aborder en identifiant les éléments clés dont l'Europe a besoin pour forger un compromis global salvateur pour la cohésion économique, sociale mais aussi politique de la zone euro et de l'Union européenne dans son ensemble.

Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) est une étape importante dans la dialectique solidarité européenne-responsabilités nationales enclenchée depuis plus de trois ans. Il est la contrepartie de l'aide apportée par les États membres, l'UE, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) aux

pays en difficulté, en s'efforçant de mieux garantir le respect des disciplines budgétaires liées à l'appartenance à la zone euro. Ce n'est pas mettre en cause ce traité que de constater qu'il doit être complété par un engagement européen tout aussi net en faveur de mesures soutenant une croissance durable, engagement qui pourra prendre la forme d'un protocole additionnel.

S'appuyant sur les articles 1 et 9 du TSCG, ce protocole pour la croissance a vocation à inclure plusieurs orientations complémentaires: meilleure utilisation du budget communautaire en appui de la croissance des pays membres; doublement des capacités de prêt de la Banque européenne d'investissement, par exemple au bénéfice des PME et de l'innovation; émission de «project bonds» dédiés au financement de projets et d'infrastructures paneuropéennes, principalement dans le domaine de l'énergie et de l'environnement; approfondissement du marché intérieur, en priorité dans le domaine des services; taxe sur les transactions financières visant à corriger les excès du système financier et constituant une nouvelle ressource propre pour le budget de l'UE.

L'ajout d'un tel protocole additionnel serait de nature à formaliser le nouveau pacte de stabilité et de croissance, plus équilibré et mieux adapté aux exigences de l'heure, sur le plan économique et social comme d'un point de vue politique. Il favoriserait sans nul doute le ralliement des pays européens aux efforts nationaux de rigueur et de réformes structurelles prévus par le TSCG.

La ratification du TSCG + traduira la détermination à engager les réformes

structurelles dont chaque pays a besoin pour surmonter la crise et promouvoir son niveau de vie au sein d'une économie globalisée. Elle est en grande partie symbolique, dès lors que l'essentiel des disciplines que ce traité formalise a déjà été accepté via le «six-pack» adopté par le Parlement européen réformant l'ancien pacte de stabilité et de croissance. Mais c'est précisément parce qu'elle a valeur de symbole, notamment aux yeux du monde et des pays, dont l'Allemagne, appelés à supporter l'effort commun.

ment européens qui dans une lettre commune identifient plusieurs pistes de réformes importantes, ayant vocation à faire partie des stratégies de compétitivité et de croissance conduites par les États membres de l'UE. Pour l'ensemble des pays européens, et notamment la France, l'important est de réaffirmer la nécessité des réformes, en les appliquant selon un rythme compatible avec le maintien de la cohésion sociale et des perspectives de croissance. La situation grecque rappelle qu'il convient de respecter l'équilibre

« **On ne saurait confondre “protocole additionnel” et “manne providentielle”, et se dispenser de réformes structurelles qu'il convient d'adapter aux traditions et aux situations des économies et sociétés de l'UE** »

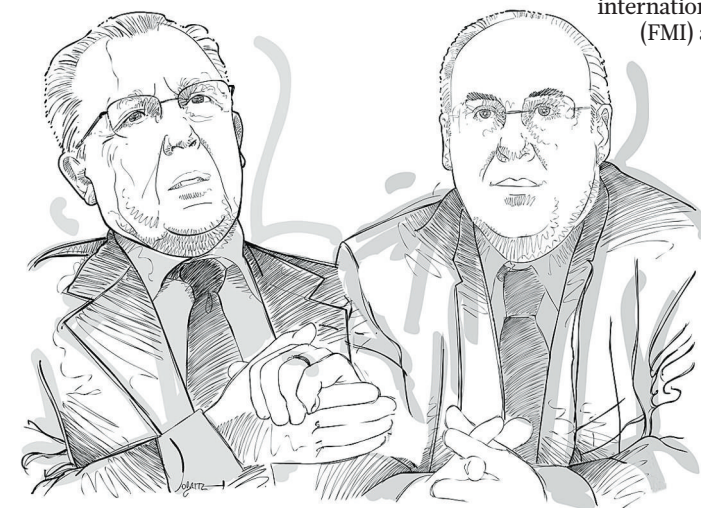
Si l'UE peut comme par le passé démontrer sa valeur ajoutée au service d'une croissance durable, c'est aussi au niveau national et régional que doivent être relevés les défis essentiels au renforcement du dynamisme économique, de la compétitivité et de la cohésion sociale des pays européens. On ne saurait confondre «protocole additionnel» et «manne providentielle», et se dispenser de réformes structurelles qu'il convient d'adapter aux traditions et situations des économies et sociétés de l'UE. Tout comme on ne saurait occulter la nécessité de s'attaquer plus résolument aux fragilités des systèmes bancaires, ce qui suppose à la fois la poursuite des mouvements de recapitalisation et de consolidation en cours et le renforcement des mécanismes de régulation.

Cet équilibre entre rigueur et relance a été réclamé par douze chefs de gouverne-

entre octroi d'une solidarité européenne et mise en œuvre de réformes nationales: c'est en fonction de l'évolution du contexte politique domestique que l'UE est appelée à déterminer à quel rythme les exigences du redressement doivent être satisfaites tout en traçant le chemin du renouveau et de l'espoir dont le peuple grec a besoin.

Il est d'autant plus urgent pour l'UE de définir le cadre institutionnel et politique qui lui donnera du sens, de la cohésion et de l'efficacité au-delà de la gravité de la présente crise, car l'Union européenne se doit de défendre son modèle et ses intérêts dans un monde en mutation accélérée, dans lequel, plus que jamais, l'union fait la force.

* Tribune cosignée avec l'ensemble du conseil d'administration de Notre Europe <http://www.notre-europe.eu>

**Michel Godet**

L'auteur*, membre du comité directeur de l'Institut Montaigne, insiste sur l'importance de l'aide aux familles avec enfants ainsi que sur la formation.

Des pistes pour aider la jeunesse

Le candidat François Hollande a justement fait de la jeunesse l'une des deux priorités (avec la justice) de son quinquennat. Cette dernière l'a entendu et a très majoritairement voté pour lui. Le nouveau président a raison de vouloir aider la jeunesse devenue minoritaire dans ce pays. Il est, en effet, injuste de lui faire porter le fardeau de la dette contractée par les générations précédentes (150 000 euros par actif quand on intègre l'ensemble des engagements de l'État) et de lui demander d'assurer le financement d'une protection sociale où le ratio actif sur inactif va se rapprocher de 1 d'ici à 2050 alors qu'il était de 3 en 1970.

Rien n'est plus choquant et révoltant que de voir plus de 25 % des jeunes au chômage! Cependant, il faut relativiser ce chiffre. Un bref calcul montre que sur cent jeunes en âge de travailler dans la tranche des 16-25 ans seuls 40 sont actifs: parmi eux le taux de chômage est d'environ 25 %, soit seulement 10 % de la tranche d'âge. Les autres 60 % sont en études. Ils trouveront un emploi même s'ils sont surdiplômés.

François Hollande a aussi mille fois raison de vouloir augmenter les cotisations chômage des entreprises qui abusent des emplois précaires et des stages. Son idée de contrat de génération a aussi le

mérite de ne pas faire croire qu'un ancien prend la place des jeunes quand il reste. En effet, pour créer plus de richesses, il faut augmenter le taux d'emploi de la population en âge de travailler. En France, ce dernier est de 64 personnes sur 100 en âge de travailler, soit de 7 points inférieur à celui de l'Allemagne et de dix points inférieur à celui des Pays-Bas. Les différences viennent de l'apprentissage, deux à trois fois plus développé dans ces deux pays que chez nous, mais aussi du temps partiel qui ne compte que pour 18 % des emplois chez nous contre 25 % en Allemagne et plus de 40 % aux Pays-Bas.

« **Il est avéré que les emplois-jeunes dans les collectivités territoriales ou les associations étaient plutôt un échec pour le développement des compétences et l'insertion durable** »

Mais pour aider la jeunesse, c'est-à-dire les 0-25 ans, il faut d'abord aider les familles avec enfants et s'interroger sur les causes de paupérisation relative de ces dernières: la séparation des parents, le nombre d'enfants et le chômage des parents et des enfants.

La société n'a pas à intervenir sur la vie des couples, mais elle peut veiller à sanctionner les chauffards de la route familiale qui ne paient pas leur pension alimentaire. Le niveau de vie des familles baisse avec le nombre d'enfants de 10 % pour le premier et jusqu'à 25 % pour un couple avec trois enfants et plus. Ceci est vrai pour chaque catégorie

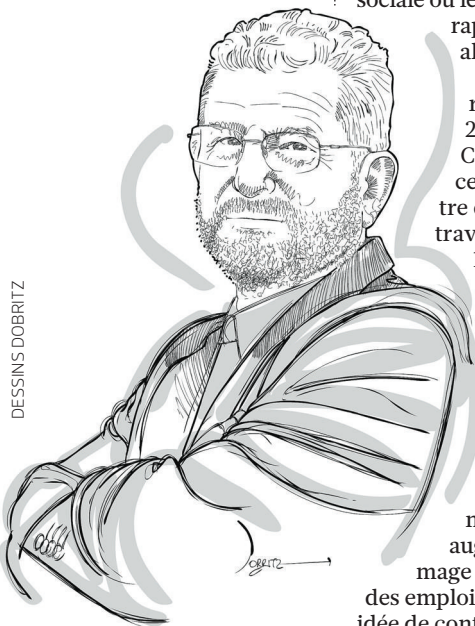
sociale. Il faut certainement une allocation dès le premier enfant, mais aussi renforcer les transferts horizontaux au sein de chaque catégorie: il n'est pas juste qu'un ménage sans enfant vive mieux qu'un ménage avec enfants. Car ces derniers préparent aussi la relève des solidarités intergénérationnelles. Ils ne devraient être pénalisés par ce choix, certes individuel, mais collectivement indispensable.

Quant au chômage des jeunes, le meilleur antidote, c'est la formation. Les sortants en échec scolaire sont majoritairement issus des milieux populaires. Les handicaps (origines sociales, situa-

supprimer les redoublements qui coûtent cher pour rien, d'après les études comparatives. Il faudrait surtout revaloriser les filières technologiques et professionnelles toujours reléguées, alors que l'on manque cruellement de chaudronniers, d'ouvriers qualifiés du bâtiment, du textile, de cuisiniers, de personnels de services aux personnes! Il y aurait ainsi 700 000 offres d'emplois non satisfaites.

Il est avéré que les emplois-jeunes dans les collectivités territoriales ou les associations étaient plutôt un échec pour le développement des compétences et l'insertion durable. Les emplois d'avenir sont du même tonneau. Notre nouveau président ferait donc bien de s'inspirer de ce qui se passe dans les territoires, et à Dijon notamment avec le groupe Id'ees. Cette entreprise d'insertion, présente dans 21 départements et inscrite au Medef, sous l'impulsion du camarade Pierre Choux (un vrai curé de gauche), réussit à réinsérer chaque année dans le secteur marchand 1 000 personnes considérées comme inemployables par Pôle emploi. Il en coûte 6 000 euros par personne réinsérée, mais cela rapporte trois fois plus à la collectivité en impôts et prélèvements. Le président a été élu pour apporter le changement, il lui appartient d'organiser la mutualisation des bonnes pratiques et la contagion des initiatives qui permettent à certains bassins de vie d'avoir aujourd'hui un taux de chômage de 5 %!

* Fondateur du site www.lapropective.fr et auteur de « Bonnes nouvelles des conspirateurs du futur » (Odile Jacob, 2012).



DESSINS DOBRITZ

Bibliothèque des essais



Derniers carnets
Scènes de la vie politique en 2012 (et avant)
FRANZ-OLIVIER GIESBERT, FLAMMARION, 210 PAGES, 17,90 €.

ÉTIENNE DE MONTETY

SES PREMIÈRES *Scènes de la vie politique*, Franz-Olivier Giesbert avait commencé à les écrire avec Jacques Chirac. Il les finit (dit-il) avec la victoire de François Hollande. De la Corrèze à la Corrèze. Entre-temps, le directeur du *Point* aura sillonné le pays dans la suite des princes qui nous gouvernent, ou aspirent à le faire. Il aura noirci bien des carnets, pour y

consigner ses rencontres, ses discussions à bâtons rompus. Le trait est rapide, les sujets bien croqués. On est dans l'atelier d'un maître de l'esquisse. Pas chez Rubens. Le lourd n'est pas son genre. Ce Candide de la République décrit à la cravache un personnel politique saisi par la fièvre du pouvoir. Une fièvre tellement forte qu'elle resurgit à chaque nouvelle élection présidentielle. Rédigeant son diagnostic sur l'élyséite, le docteur Giesbert livre de nombreuses

anecdotes sur la poussée d'adrénaline qu'on observe à ce moment-là sur les acteurs et les commentateurs. Les appels téléphoniques de l'ancien président, ou de son épouse. Les confidences de Hollande. Plus ancien: les portraits féroces de Balladur et Bazire. Plus récent: les CV admiratifs de Valls et Montebourg. Giesbert note tout, raconte (presque) tout. Son style est inimitable, fait de citations malicieuses, de chiffres, d'analyses, de remarques triviales, de dialogues recons-

titués et de saveurs néologiques. Il décrit Sarkozy comme un monstre d'énergie, Hollande en un faux flegmatique vraiment déterminé. Et Mitterrand en madré, et Chirac en roué cordial. FOG parle-t-il d'autre chose que de lui-même à travers ces portraits? Il a pour ses modèles l'indulgence mêlée de férocité qu'il a pour lui-même. Montaigne disait des *Essais*: « Je suis moi-même la matière de mon livre. » On n'est pas loin de penser la même chose du Giesbert des *Carnets*.